

## TABLE DES MATIÈRES

Les activités régionales de l'année 2010-2011

p. 01

» Section de Montréal

p. 01

» Section de la Capitale-Nationale

p. 02

» Section de l'Outaouais

p. 02

La décennie du « rééquilibrage »

p. 04

La Révolution tranquille et l'économie : où étions-nous, qu'avons-nous accompli, que nous reste-t-il à faire ?

p. 06

Pourquoi devrais-je remplir le long questionnaire du recensement ?

p. 08

Le rôle vital des vérificateurs généraux

p. 10

Troisième sondage trimestriel ASDEQ-Léger Marketing

p. 12

Nouveaux membres de l'ASDEQ

p. 14

## ÉQUIPE DE RÉDACTION

Directeur du bulletin  
Gilles René

Collaborateur  
Marie-France Germain  
Conception et design  
Karine Bellerive

## Les activités régionales de l'année 2010-2011 de l'ASDEQ

Dans ce premier bulletin de l'Éco de l'année 2010-2011, nous vous présentons un aperçu des conférenciers et/ou des thèmes qui seront abordés par les sections régionales de l'ASDEQ au cours de l'année. Les activités proposées à Montréal, en Outaouais et à Québec touchent des sujets d'actualité, tels que : la conjoncture économique ; la politique monétaire ; la « Révolution tranquille et l'économie », les approches pour réduire la croissance des coûts des systèmes de la santé ; et l'état de la situation économique et géopolitique en Asie, pour n'en citer que quelques-uns.

L'année 2010-2011 est aussi très importante pour la région de l'Outaouais qui accueillera, à l'Hôtel Hilton du Lac Leamy, Gatineau, les 19 et 20 mai 2011, le 36<sup>ième</sup> Congrès annuel de l'Association sous le thème « *Les nouveaux enjeux économiques, sociaux et culturels des technologies de l'information* ». Signe des temps, mais aussi afin d'être en phase avec son thème, le Congrès innovera côté communication en étant présent sur Facebook de même que sur le site web de l'Association. Un comité organisateur sous la direction de **Marc Duhamel**, Industrie Canada, président du Congrès 2011, est à l'œuvre depuis

quelques mois déjà pour élaborer un programme qui s'annonce très intéressant. C'est donc un rendez-vous important que vous voudrez certes inscrire dès maintenant à votre agenda.

### SECTION DE MONTRÉAL

Voici un aperçu de la programmation préliminaire de la saison 2010-2011 de l'ASDEQ-Montréal, qui sera vraisemblablement lancée avec une première activité en octobre. En novembre, il est envisagé de couvrir la réglementation des valeurs mobilières et le financement des entreprises. En décembre, le traditionnel colloque *Conjoncture* de l'ASDEQ-Montréal permettra de passer en revue les prévisions économiques d'un panel de conjoncturistes sur l'économie mondiale, européenne et canadienne.

En deuxième partie de programmation, sont prévues une conférence sur le « Marché de l'immobilier résidentiel à Montréal » (en janvier) ; « l'industrie du Multimédia au Québec et à Montréal » (en février) ; « l'endettement des québécois (public et privé) : État de la question » (en mars) ; et le « Marché climatique de Montréal (MCeX) » (en avril).

Parallèlement à l'organisation des conférences, l'année 2010-2011 sera marquée par un renforcement des relations de l'ASDEQ avec les universités montréalaises, ceci étant convenu comme un maillon essentiel à la promotion du métier d'économiste.

## SECTION DE LA CAPITALE-NATIONALE

La saison 2010-2011 de la section de la Vieille-Capitale comporte six activités fort diversifiées, qui sauront intéresser autant les économistes que ceux qui œuvrent ou qui sont intéressés par les politiques publiques et l'économie :

- ▶ Le 22 octobre 2010, **Jean Boivin**, sous-gouverneur de la Banque du Canada, exposera les principales conclusions du Rapport sur la politique monétaire du Canada ;
- ▶ Le 25 novembre, **Pierre Fortin**, professeur émérite de sciences économiques à l'université du Québec à Montréal (UQAM), traitera de « la Révolution tranquille et l'économie » ;
- ▶ Le 20 janvier 2011, ce sera le 19<sup>e</sup> Colloque sur la conjoncture économique de la région de Québec. Les conférenciers seront : **Joëlle Noreau**, économiste principale, Desjardins ; Élisabeth Koulouris, analyste principale de marché, SCHL ; Mario Lefebvre, directeur, Centre des études municipales, *Conference Board* ; et un conférencier de renommée internationale (à confirmer) ;
- ▶ En février 2011, puisque l'expérience des dernières années a été fort fructueuse pour toutes les parties, l'ASDEQ Capitale-Nationale se joindra à nouveau aux *Journées d'économie appliquée* du Groupe de

recherche en économie de l'énergie, de l'Environnement et des ressources naturelles (*GREEN*) de l'Université Laval, et du Centre interuniversitaire sur le Risque, les Politiques Économiques et l'Emploi (*CIRPÉE*) auxquelles participeront des étudiants de maîtrise et de doctorat en économie de l'Université Laval ainsi qu'un économiste à l'emploi du gouvernement du Québec ;

- ▶ En mars 2011, il y aura un dîner avec **Joanne Castonguay**, Vice-présidente associée, CIRANO, qui prononcera une allocution sur « Réduire la croissance des coûts des systèmes de la santé : quelques approches » ; et
- ▶ En avril 2011, il est prévu un colloque sur « Les gouvernements et le développement économique : doivent-ils en faire plus ? »

## SECTION DE L'OUTAOUAIS

En ligne avec sa mission qui est de contribuer à stimuler les débats sur les grandes questions économiques et à tenter d'en faciliter la compréhension, voici un aperçu de la série de conférences de fin d'après-midi (5 à 7), au cours de l'année 2010-2011. L'ASDEQ-Outaouais espère que le programme d'activités comblera les attentes des membres et ami(e)s de l'ASDEQ.

Fidèle à la tradition, l'ASDEQ-Outaouais a officiellement lancé, le 8 septembre, sa saison ▶

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org

www.asdeq.org



2010-2011 avec la tenue de sa traditionnelle activité « vins et fromages » au restaurant Piz'za-za de

Gatineau. Cet événement social, ouvert aux membres et ami(e)s de l'ASDEQ, fut l'occasion de favoriser les échanges et promouvoir le réseautage, un des buts de l'ASDEQ-Outaouais. Cet événement a marqué de fort belle façon le lancement des activités de la Section pour l'année 2010-2011.

Parmi les sujets qui seront abordés cette année, notons :

- ▶ le rôle du directeur parlementaire du budget (DPB) et les enjeux de l'heure en matière économique et fiscale (avec **Kevin Page**, DPB - 13 octobre);
- ▶ les contributions de Paul Samuelson (avec **Gilles Dostaler** de l'Université du Québec à Montréal - 17 novembre);
- ▶ la *Journée Portes ouvertes* à Finances Canada (début novembre). Cette activité fort populaire aide à lever le voile sur les travaux à caractère économique au sein des institutions de la région de l'Outaouais;
- ▶ les travaux du lauréat du Prix Nobel d'économie de 2010 (à la mi-janvier);

- ▶ le budget fédéral / conjoncture économique (vers la mi-février);
- ▶ l'état de la situation économique et géopolitique en Asie (avec **Philippe Régnier** de l'Université d'Ottawa et **Loredana Marchetti** du CRDI - en mars); et
- ▶ d'autres activités au-delà de ces 5 à 7 pourraient venir se greffer au programme en avril sur l'un ou l'autre des thèmes suivants :
  1. la politique monétaire, taux de change, discipline fiscale;
  2. l'environnement, changement climatique, avenir du système des crédits-carbone;
  3. la mise en place des politiques publiques à Ottawa au cours des trente dernières années;
  4. l'économie informelle;
  5. la politique économique et rôle de l'État.

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

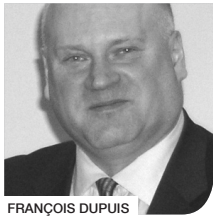
Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org

www.asdeq.org

## La décennie du « rééquilibrage »



FRANÇOIS DUPUIS

(Opinion de **François Dupuis**, vice-président et économiste en chef aux *Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins*, et membre

du Comité des politiques publiques (CPP) de l'ASDEQ, qui a été publiée dans le journal *La Presse* du 19 mars dernier (<http://www.asdeq.org/media/FDupuisLaPresse24juil10.pdf>). Le service des études économiques du mouvement Desjardins a aussi préparé un dossier sur ce sujet ([http://www.desjardins.com/fr/a\\_propos/etudes\\_economiques/actualites/point\\_vue\\_economique/pv100421.pdf](http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/actualites/point_vue_economique/pv100421.pdf)).

Après des années d'insouciance, il faut s'attaquer aux déséquilibres structurels de l'économie mondiale. Si la crise financière a été aussi dévastatrice, c'est en grande partie en raison des nombreux déséquilibres structurels qui se sont accumulés au cours des dernières années au sein de l'économie mondiale.

Si tous les agents économiques recommencent à agir comme si rien ne s'était passé, ces déséquilibres ne feront que s'aggraver, risquant ainsi de mettre en danger la reprise actuelle et de nous amener d'ici quelques années vers une autre crise encore bien plus profonde.

En premier lieu, le comportement du consommateur doit changer de façon importante. Au cours des années 2000, le crédit facile a gonflé la consommation, dans les économies industrialisées, à un niveau insoutenable.

Cette libéralité du crédit a aussi entraîné une bulle immobilière. Aujourd'hui, rien n'indique que le consommateur, et tout particulièrement le consommateur américain, soit prêt et apte à recommencer à dépenser de façon effrénée, mais les mauvaises habitudes pourraient revenir.

Les prochaines années seront également marquées par l'assainissement des finances publiques. Malgré une longue période de prospérité depuis le milieu des années 90, plusieurs gouvernements de l'occident ont cumulé des déficits importants. La récession, combinée à la crise financière, a accentué leurs niveaux d'endettement.

Ceux-ci atteignent maintenant des proportions inquiétantes, voire néfastes pour plusieurs. À titre d'exemple, des pays comme la Grèce connaissent déjà d'importantes difficultés à refinancer leurs emprunts. Plusieurs autres pays sont menacés de décote et ils doivent faire des gestes draconiens.

La meilleure solution serait de rétablir progressivement l'équilibre budgétaire tout en mettant en place des conditions favorisant les

**ASDEQ**  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

investissements productifs et le développement du capital humain. De telles mesures permettraient à la fois d'accroître davantage les revenus des économies endettées, à moyen terme, et de réduire progressivement le poids de la dette.

Pour les financer, il faudrait, d'une part, abandonner d'autres dépenses publiques moins structurantes en faisant des choix souvent difficiles et, d'autre part, utiliser l'épargne des nations qui sont d'importants recycleurs de liquidités, tels que certains pays producteurs de pétrole ou la Chine.

D'autres déséquilibres pourraient à nouveau ébranler la stabilité économique mondiale (par exemple, il y a un risque d'éclatement d'une bulle de crédit en Chine ou de volatilité extrême des devises, dont le dollar canadien).

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas reproduire la situation qui prévalait avant la crise. L'aggravation de l'endettement des ménages doit être évitée, car les risques d'une deuxième crise financière seront très élevés, ce qui nécessitera à nouveau l'intervention des gouvernements. Il ne faut pas non plus que l'octroi de crédit demeure trop anémique, comme c'est le cas actuellement en Europe de l'Ouest et aux États-Unis, parce que les gouvernements devront, dans ce cas, intercéder plus longtemps que prévu, un peu à l'image du cas nippon depuis 20 ans.

Après de nombreuses années de croissance frénétique, il importe de prendre la mesure des excès qui ont conduit au dérapage de la fin de la décennie. Les bases de la croissance passée, qui reposent pour l'essentiel sur le consommateur, en particulier américain, ne sont pas viables à long terme. Il faut redéfinir un nouvel équilibre qui passera notamment par un meilleur partage de l'épargne et de la richesse ainsi que par une réglementation plus efficace.

Il faut éviter que des économies, industrialisées ou en voie de l'être, ne se retrouvent cantonnées dans des positions extrêmes qui mènent à de nouveaux déséquilibres mondiaux (des pays essentiellement importateurs de biens, comme le modèle américain).

La décennie 2010-2020 sera-t-elle celle du « rééquilibrage » ? Dans l'affirmative, cela ne se fera pas sans heurt sur la croissance économique, mais c'est le prix à payer pour s'assurer d'une saine prospérité! Et, pour qu'elle le devienne, il faut dès à présent s'atteler à redéfinir les nouveaux points d'appui de l'économie mondiale, préciser ce que serait un meilleur partage des forces en présence et avant tout résorber les déséquilibres actuels.

.....

**ASDEQ**  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

## La Révolution tranquille et l'économie : où étions-nous, qu'avons-nous accompli, que nous reste-t-il à faire ?



PIERRE FORTIN

(Extraits de la conférence de **Pierre Fortin**, professeur émérite au Département des sciences économiques de l'Université de l'École des sciences de la gestion

de l'Université du Québec à Montréal, qui fut présentée le 11 mai 2010, dans la série « La Révolution tranquille, 50 ans d'héritages » à la Grande Bibliothèque de Montréal, (<http://www.asdeq.org/ACTIVITES/COMITE-POLITIQUES-PUBLIQUES/pdf/2010/Txt-membres-du-PPP-Pierre-Fortin-11-mai-2010.pdf>).

### Où étions-nous ?

Dans les années 1950, l'économie québécoise était portée par l'expansion nord-américaine et progressait à peu près au même rythme par habitant que l'économie ontarienne. Mais nos salaires et notre niveau de vie, qui avaient dégringolé antérieurement, restaient bien inférieurs et ne manifestaient aucun signe de rétablissement. Le taux d'emploi de nos hommes se détériorait et celui de nos femmes accusait

un retard croissant sur celui des femmes ontariennes. Nos jeunes étaient terriblement sous-scolarisés. Le sort des francophones du Québec était comparable à celui des Noirs américains. L'État québécois n'était pas inactif, mais il sous-investissait gravement dans les infrastructures.

### Qu'avons-nous accompli ?

Depuis 1960, nous sommes allés à l'école en beaucoup plus grand nombre. Nous avons pratiquement comblé notre retard de niveau de vie sur l'Ontario. Notre maîtrise de l'économie a fait des progrès remarquables. Et nous avons bâti la société la moins inégalitaire d'Amérique du Nord. C'est « pas si pire ».

Il est impossible de déterminer avec exactitude quelle part de nos succès du dernier demi-siècle est précisément attribuable à la Révolution tranquille. Chose certaine, elle a donné une bonne poussée à la scolarisation des jeunes, à la révolution féminine, au financement des entreprises, à la mise en place d'une infrastructure énergétique propre et à bon marché, ainsi qu'à l'accès des francophones à de meilleurs emplois, aux postes de commande et à la propriété des entreprises.

### Que nous reste-t-il à faire ?

Nous avons raison d'être fiers de ces progrès. Mais tout n'est pas parfait, malheureusement. Nos sentiments envers l'État québécois se sont

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)



considérablement refroidis avec le temps. En 1960, l'État était porteur de tous nos espoirs. Aujourd'hui, devenu omniprésent, il est source de beaucoup de frustration. Les viaducs s'effondrent, un trop grand nombre de nos enfants décrochent encore de l'école, l'accès aux soins de santé est aléatoire, les milliards pour la santé semblent disparaître dans un trou noir, les grands projets de construction sont lents à démarrer et, une fois lancés, coûtent trois fois plus cher que prévu.

Ces ratés multiples font percevoir l'État comme une grosse machine sans âme, sous-performante, étouffée par des bureaucraties administratives, syndicales et professionnelles qui se bloquent mutuellement. On a l'impression que les groupes d'intérêts ont kidnappé le gouvernement, chacun cherchant à extraire le maximum d'avantages de l'État en faisant payer le reste de la collectivité. L'État est devenu la nourrice des entreprises, le père Noël des régions. Nos grands secteurs protégés, comme l'électricité, l'agriculture, la santé et la construction, affichent des coûts inquiétants. Et depuis le fiasco financier des Jeux Olympiques de 1976, le gouvernement essuie une crise financière majeure à tous les quatorze ans (1982, 1996, 2010; attention à 2024!).

Ce que nous avons à faire désormais est assez évident. Si nous voulons sortir de ces crises financières à répétition et bien nous préparer au

changement démographique qui est imminent, il est clair que nous devons revoir en profondeur nos façons de faire en santé, en éducation et en gestion des infrastructures. Il faudra mieux protéger l'État contre les vautours, défaire les monopoles qui nous étouffent et privilégier partout l'émulation, puisque le seul moyen d'être forcés à l'excellence, c'est d'être mis au défi par d'autres qui font aussi bien ou mieux que nous.

Comme je l'ai souligné tout à l'heure, notre grand défi économique au cours des prochaines décennies est de nous démarquer des autres provinces canadiennes en productivité et de rejoindre les États-Unis, comme nous venons de le faire pour l'Ontario. C'est notre génie économique qui va nous permettre de surmonter notre fragilité démographique. Il y a de l'image que nous aurons de nous-mêmes et de notre avenir dans le concert des nations. Si un si grand nombre de nos artistes, de nos écrivains, de nos scientifiques et de nos athlètes réussissent à dominer la scène mondiale, qu'est-ce qui empêche les artisans de notre économie, travailleurs et entreprises, de faire pareil?

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

## Le rôle vital des vérificateurs généraux



JEAN-PIERRE AUBRY

(Article de **Jean-Pierre Aubry**, membre du CPP et *fellow invité du CIRANO*, qui a paru dans le journal *La Presse* du 14 juin 2010, <http://www.cyberpresse.ca/opinions/201006/14/01-4289889-le-role-vital-des-verificateurs-generaux.php>)

C'est vrai, comme l'a écrit **Alain Dubuc** (voir <http://www.cyberpresse.ca/chroniqueurs/alain-dubuc/201006/10/01-4288809-les-nouveaux-gourous.php>), les vérificateurs généraux font la manchette. C'est également vrai qu'« ils jouent un rôle essentiel pour déceler des erreurs et des irrégularités, pour recommander des procédures et des pratiques comptables, pour améliorer la reddition de comptes ». Mais vont-ils trop loin? Je ne le pense pas.

Les vérificateurs généraux ne sont pas les « détenteurs d'une vérité unique et absolue » et ils ne sont pas des gourous. Leurs observations peuvent être contestées. En fait, souvent dans leurs propres rapports, ils donnent l'opportunité à ceux qui sont les sujets de leurs vérifications de commenter leurs observations.

En tout temps, les gouvernements peuvent publier un rapport pour présenter un autre point de vue que celui exprimé par les vérificateurs généraux. Les gouvernements peuvent même couper l'herbe sous les pieds des vérificateurs généraux en faisant eux-mêmes une reddition de comptes de qualité des projets et programmes qu'ils gèrent. Le mécanisme de contrepoints existe donc.

Les vérificateurs généraux commentent très rarement les choix gouvernementaux quant à la mise en place de politiques publiques. Par contre, ils vont commenter certaines étapes dans le processus de mise en place, comme le décompte des coûts, la sécurité de l'information, la reddition de comptes...

Prenons l'exemple du Registre des armes à feu du Canada. La vérificatrice générale du Canada n'a jamais dit que c'était une bonne ou une mauvaise décision de mettre en place un tel registre. Par contre, elle a dénoncé fortement l'absence d'un décompte des coûts du projet et l'information incorrecte donnée sur ceux-ci, tant au Parlement canadien qu'au public canadien.

Dans la même veine, plusieurs des observations faites par le Vérificateur général du Québec sur les états financiers du Québec ces 10 dernières années n'avaient pas pour objectif de dire au gouvernement quoi faire et quoi ne pas faire en termes de politiques budgétaires, mais

**ASDEQ**  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7  
Téléphone  
514.342.7537  
Télécopieur  
514.342.3967  
Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)





## Pourquoi devrais-je remplir le long questionnaire du recensement ?

(Article de **Jean-Pierre Aubry**, membre du CPP et  *fellow invité du CIRANO*, qui a été soumis au journal *La Presse*, et dont la majeure partie a été publiée le 21 juillet 2010 ([http://www.cyberpresse.ca/place-publique/opinions/la-presse/201007/20/01-4299885-une-decision-couteuse.php?utm\\_categorieinterne=traffidriv ers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_B13b\\_opinions\\_652\\_section\\_POS1](http://www.cyberpresse.ca/place-publique/opinions/la-presse/201007/20/01-4299885-une-decision-couteuse.php?utm_categorieinterne=traffidriv ers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_opinions_652_section_POS1)).

Ces trois dernières semaines, j'ai suivi le débat entourant la décision du gouvernement **Harper** de remplacer le questionnaire long du recensement à participation obligatoire par l'« Enquête nationale auprès de ménages » (ENM) qui sera un peu moins étendue et à participation volontaire. J'ai été frappé par l'absence quasi-totale, dans le plan de communication du gouvernement, de messages à la population sur l'importance des données du recensement venant non seulement de l'ENM mais aussi du questionnaire court. Le gouvernement, notamment par le biais des propos des ministres **Tony Clement** et **John Baird**, m'a donné vraiment l'impression (1) que dans l'ensemble les questions des longs formulaires (la version précédente et la nouvelle version) étaient intrusives et même inutiles et (2) qu'une version abrégée du questionnaire court

serait peut-être suffisante. Le statisticien en chef de Statistique Canada, **Munir Sheikh**\*, s'est tenu loin des médias; son institution s'est abstenue de publier des études sur les implications de ces changements et elle s'est contentée de mettre sur son site Internet le commentaire très drabe suivant:

*« Les données recueillies au moyen de l'ENM serviront aux programmes gouvernementaux orientés vers les groupes cibles. Les données de l'ENM serviront aussi à la planification et réalisation des programmes des gouvernements provinciaux et territoriaux, et des administrations municipales. Nous comptons que les Canadiens qui recevront cette enquête reconnaîtront l'importance de ces renseignements et répondront au questionnaire de l'enquête. »*

Une chose est sûre : les Canadiens ne pourront compter sur les ministres **Clement** et **Baird** pour en apprendre sur l'importance de ces données.

Un des objectifs de la stratégie de communication du gouvernement n'a pas été de rassurer les Canadiens en les informant du dossier sans faille de Statistique Canada au chapitre de la confidentialité de l'information et de la non utilisation à d'autres fins des données de chaque citoyen, par le gouvernement et le secteur privé. Plusieurs citoyens ne savent pas que seules des données agrégées sont disponibles aux chercheurs. Au lieu de chercher à réduire chez

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

www.asdeq.org

certaines Canadiens leur appréhension sur l'aspect intrusif des questions du recensement, la stratégie de communication a amplifié cette perception pour justifier la décision du gouvernement auprès du public.

Si un grand nombre de citoyens pensent que ces informations ne sont aucunement une source d'efficacité pour nos administrations publiques et pour nos entreprises, pourquoi rempliraient-ils ce formulaire sur une base volontaire, même s'ils n'étaient aucunement préoccupés par l'aspect intrusif des questions? La stratégie de communication a évité le plus possible de promouvoir l'utilité des informations recueillies. Le plan de communication du gouvernement a donc fait la promotion auprès des Canadiens de deux raisons pour qu'ils ne remplissent pas le nouveau questionnaire long sur une base volontaire. En se basant sur les propos des ministres du gouvernement **Harper**, il est tout à fait normal que les Canadiens en concluent que ce gouvernement a pris une bonne décision. Devant un faible taux de participation, le gouvernement **Harper** pourrait même conclure, après le prochain recensement, que les Canadiens ne veulent pas du questionnaire long et qu'il faut l'abandonner complètement.

Le gouvernement a jeté le bébé avec l'eau du bain. Si cette stratégie peut être profitable à court terme sur le plan électoral, elle peut être très coûteuse à long terme. Les données

socioéconomiques recueillies auprès des citoyens sont importantes pour la gestion du pays et leur cueillette nécessite la collaboration de ceux-ci. Miner cette coopération peut donc être très coûteux.

En passant, dans les prochaines semaines, mon épouse et moi ferons partie des personnes interrogées dans le cadre de l'*Enquête sur la population active de Statistique Canada* qui est à la source des statistiques mensuelles sur l'emploi et le chômage et dont la participation est obligatoire. On nous posera des questions quelque peu intrusives sur notre situation personnelle. Avons-nous cherché un emploi? Avons-nous travaillé dans les dernières semaines? Combien d'heures? Si mon épouse et moi n'étions pas au courant de l'importance de cette enquête pour l'économie canadienne, nous pourrions nous plaindre à notre député fédéral et lui demander de faire des pressions pour que cette enquête soit à participation volontaire. Avec quelques centaines de plaintes de ce genre, le gouvernement Harper acquiescerait-il une fois de plus de faire un tel changement même si cela aurait pour effet de réduire la qualité des données de cette enquête?

\*Note du directeur du bulletin : « *Le statisticien en chef **Munir Sheikh** a démissionné le 21 juillet.* »

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org

## Troisième sondage trimestriel ASDEQ- Léger Marketing

La série de sondages trimestriels réalisés par l'ASDEQ et Léger Marketing essaient de présenter le point de vue des membres de l'ASDEQ sur la situation économique du Québec ainsi que sur différentes questions liées à l'actualité économique. Le dernier sondage trimestriel a été réalisé du 23 juin au 8 juillet 2010, et 233 des 831 membres inscrits auprès de l'ASDEQ ont répondu au questionnaire. Au moment du sondage, la vaste majorité des membres considérait que l'économie québécoise devrait continuer sur sa lancée au cours des six prochains mois. En effet, 60 % d'entre eux estimaient que la situation économique se maintiendrait sur cet horizon et près du tiers envisageaient même une amélioration sur cette période.

### Le plan visant à rétablir l'équilibre budgétaire du gouvernement du Québec est bien accueilli

Les principales mesures adoptées lors du budget provincial 2010-2011 ont été soumises à l'appréciation des économistes dans le cadre de ce sondage. Les membres appuient en très grande majorité la presque totalité des principales mesures adoptées lors du budget provincial 2010-2011, notamment l'accentuation

de la lutte à l'évasion fiscale (taux d'accord de 97 %), l'indexation des tarifs gouvernementaux (93 %), l'augmentation progressive des tarifs d'électricité de 1 ¢/kWh entre 2014 et 2018 (88 %), la réduction de la croissance des dépenses de 3,2 % à 2,8 % jusqu'au retour de l'équilibre budgétaire (88 %), et la hausse des frais de scolarité universitaire à compter de l'automne 2012 (87 %). Même l'augmentation de la TVQ d'un point de pourcentage additionnel le 1er janvier 2012 (79 %) et l'augmentation de la taxe compensatoire des institutions financières (73 %) reçoivent aussi l'assentiment de la majorité des économistes sondés.

Les économistes accueillent donc favorablement, en très grande majorité, le plan du gouvernement du Québec visant à rétablir l'équilibre budgétaire, à l'exception de la mesure concernant la contribution générale pour la santé de 25 \$ en 2010, atteignant 200 \$ en 2012 – mesure du budget 2010-2011 pour laquelle les opinions sont partagées : 54 % appuient cette mesure, alors que 46 % y sont opposés. En somme, ces résultats sont cohérents avec l'appui donné par les économistes, dans le sondage précédent, aux mesures proposées par le Comité des politiques publiques (CPP) de l'ASDEQ dans un avis intitulé « Un virage s'impose dans les finances publiques du Québec ». « On a absolument besoin de mesures pour rembourser notre dette », a affirmé à la publication de l'avis l'économiste **Jean-Michel Cousineau**, président ▸

ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)

du CPP de l'ASDEQ, soulignant que la croissance démographique et économique du Québec est plus faible que dans les autres provinces du pays.

### Les difficultés de la zone euro : des répercussions anticipées pour l'Amérique du Nord

Plus de la moitié des économistes interrogés (55 %) estiment que la création d'un fonds d'urgence de 750 milliards d'euros pour contrer les pressions spéculatives sur l'euro liées au fort taux d'endettement de plusieurs pays de la zone comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie et l'Irlande, ainsi que l'adoption de politiques d'austérité, vont freiner la chute de la devise - les économistes sont optimistes quant à l'évolution de l'euro à court terme. Le retrait de certains pays membres de la zone euro au cours des prochains mois apparaît improbable pour 78 % d'entre eux, tout comme 92 % excluent l'abandon de l'euro comme monnaie unique dans cette zone à brève échéance.

Toutefois, les opinions sont divisées sur la capacité des gouvernements en difficultés financières à maintenir leurs engagements de réduction des déficits budgétaires malgré les pressions sociales : 47 % estiment que ces gouvernements ne pourront tenir leurs engagements. De plus, 44 % estiment que les mesures d'austérité adoptées par les pays européens auront pour effet de replonger l'Europe dans la récession.

Finalement, pour une majorité des économistes consultés (57 %), ces mesures d'austérité budgétaires adoptées par plusieurs pays de la zone euro auront des répercussions négatives sur la situation économique nord-américaine.

### La faiblesse de la productivité au Québec est préoccupante

La vaste majorité des économistes consultés se sont dits préoccupés par la faiblesse de la productivité québécoise. Cependant, les avis sont partagés sur les solutions les plus efficaces pour l'amélioration de la situation - les solutions à apporter au problème de la productivité au Québec apparaissent multiples aux yeux des économistes interrogés : les mesures jugées les plus efficaces par un plus grand nombre sont l'accroissement de l'innovation (17 %), l'augmentation des investissements en éducation (17 %), l'accroissement des investissements en machinerie et en outillage (16 %) et la lutte contre le décrochage scolaire (14 %).

### La création de l'Autorité canadienne de réglementation des valeurs mobilières est perçue comme un recul important du secteur financier de certaines provinces, dont celui du Québec

Quant à la proposition de Loi sur les valeurs mobilières du gouvernement fédéral visant la création de l'Autorité canadienne de réglementation des valeurs mobilières, plus de la moitié des économistes interrogés (54 %) sont ►

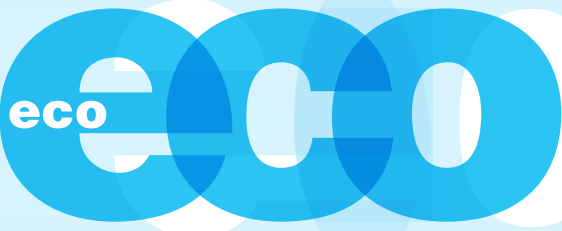
ASDEQ  
C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org  
Internet  
www.asdeq.org

[www.asdeq.org](http://www.asdeq.org)



**ÉQUIPE DE RÉDACTION**

Directeur du bulletin  
**Gilles René**

Collaborateur  
**Marie-France Germain**

Conception et design  
**Karine Bellerive**

-----

**ASDEQ**

C.P. 6128,  
succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec)  
H3C 3J7

Téléphone  
514.342.7537

Télécopieur  
514.342.3967

Courriel  
national@asdeq.org

Internet  
www.asdeq.org

d'avis qu'elle impliquera à long terme un recul important du secteur financier de certaines provinces canadiennes, dont celui du Québec. Aussi, 47 % d'entre eux ne croient pas qu'un gain important résultera de cette initiative du gouvernement fédéral pour le secteur financier canadien. Ils sont toutefois 59 % à penser que la mondialisation entraînera un mouvement graduel de centralisation des organismes de surveillance et de réglementation des marchés financiers.

|||||

|||||

## Nouveaux membres de l'ASDEQ

Nous souhaitons la bienvenue aux nouveaux membres qui se sont joints à l'Association depuis le Congrès en mai 2010.

### **MONTRÉAL**

- Charles-Félix Ross
- Wiston Guillaume
- Jean-François Prud'homme
- François-Éric Racicot
- Isabel Gonzalez
- Jeanne Chénard-Soucy
- Ekaterina Semikin
- André Delisle
- Julien Turcotte

### **OUTAOUAIS**

- Bruno Jacques
- Saïkou Diallo
- Simon Lapointe

### **CAPITALE-NATIONALE**

- Jacques Okoué Edou
- Michel Vincent

Si vous désirez contacter ces nouveaux membres, vous pouvez obtenir leurs coordonnées sur le site internet de l'ASDEQ : (<http://www.asdeq.org/bottin/membres.asp>).

|||||